

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 03/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **SCCU CENTRALE THERMIQUE**

16 rue Henry Wilhelm  
CS 20078  
68027 Colmar

Références : 0006700387\_2023\_02\_15\_SCCU\_VIIC\_Pic  
Code AIOT : 0006700387

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2023 dans l'établissement SCCU CENTRALE THERMIQUE implanté RUE HENRY WILHELM 68000 Colmar. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à l'épisode de pollution de l'air ambiant par des poussières qui a eu lieu du 11/02/2023 au 14/02/2023 dans le département du Haut-Rhin. Elle a été réalisée en même temps qu'une visite sur la thématique des quotas CO2 qui était programmée à cette date objet d'un rapport séparé.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCCU CENTRALE THERMIQUE
- RUE HENRY WILHELM 68000 Colmar
- Code AIOT : 0006700387
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SCCU exploite une chaufferie urbaine composée de 4 installations de combustion au gaz naturel et d'une installation de combustion fonctionnant à la biomasse pour une puissance totale autorisée de 61,6 MW. Le fonctionnement des installations est réglementé par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 06/04/2022 et du 17/10/2017 relatif à la réduction des émissions atmosphériques en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant (procédure préfectorale d'alerte).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/10/2017 relatives à la réduction des émissions atmosphériques en cas d'épisode de pollution.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en œuvre des mesures d'urgence	AP de Mesures d'Urgence du 17/10/2017, article 1.1	/	Justificatifs sous 15 jours, Prescription en partie inadaptée
2	Période d'application	AP de Mesures d'Urgence du 17/10/2017, article 1.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Bilan des mesures	AP de Mesures d'Urgence du 17/10/2017, article 1.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pendant l'épisode de pollution, les concentrations des rejets en poussières étaient très inférieures aux valeurs limite d'émissions prescrites. La procédure suivie en interne lors des alertes pollution n'est pas formalisée et aucune action spécifique n'est engagée concernant le fonctionnement optimal des dispositifs épuratoires.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 17/10/2017 devra être revu suite à l'arrêt de l'utilisation du fioul lourd en 2022 et la liste de diffusion de l'alerte par le préfet mise à jour.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Mise en œuvre des mesures d'urgence**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 17/10/2017, article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure Niveau 1 (déclenchement + J1)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas de déclenchement du seuil d'alerte, dès le niveau 1, l'exploitant met en œuvre les actions suivantes, dites mesures d'urgence, de réduction temporaire de ses émissions dans l'air ambiant, ces mesures sont maintenues jusqu'à la fin l'épisode de pollution :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'assurer du fonctionnement optimal des dispositifs épuratoires,</li> <li>- stabiliser les procédés et/ou les installations,</li> <li>- s'assurer de l'adéquation entre les besoins du réseau et le nombre d'appareils en service pour ajuster ce dernier à chaque fois que cela est possible,</li> <li>- donner une priorité absolue et si la puissance nécessaire à fournir le permet, à l'utilisation du gaz naturel et à l'utilisation de l'énergie fournie par le Centre de Valorisation Énergétique des déchets de Colmar par rapport à celle du fioul très basse teneur en soufre dès lors que la température extérieure n'est pas inférieure à 0°C sur une journée de 24h,</li> <li>- en cas de nécessité d'utilisation de la chaudière fioul, préférer l'utilisation de fioul lourd Très Basse Teneur en Azote © du groupe pétrolier Total dont les qualités résultent de récents progrès techniques et caractéristiques performantes améliorées,</li> <li>- engager graduellement les générateurs utilisant l'énergie primaire la plus respectueuse de l'environnement,</li> </ul> <p>- diminuer voire arrêter l'emploi des équipements dont l'énergie primaire produit le plus de poussière en faveur d'autres équipements si la puissance nécessaire à fournir est possible, (...)</p> <p>Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.</p> <p><b>Constats :</b> Lors du pic de pollution dû aux poussières, sur la période du 10/02/2023 (pré-alerte) au 14/02/2023 (fin de l'alerte), la chaudière biomasse et une des chaudières gaz fonctionnaient pour fournir le complément de chaleur nécessaire à la chaleur importée du Centre de Valorisation Énergétique (également exploité par la SCCU) destinée au réseau de chauffage urbain de la ville. Les prescriptions faisant référence au fioul lourd ne sont plus d'actualité suite à la suppression des chaudières fioul courant 2022, actée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 avril 2022. Les concentrations en poussières des rejets de la chaudière biomasse sont suivies en continu. La valeur limite d'émission (VLE) est fixée à 15 mg/Nm<sup>3</sup>. Les moyennes semi-horaire s'échelonnaient entre 1 et 3 mg/Nm<sup>3</sup> sur la période. Lors, de la visite les valeurs instantanées avoisinaient les 6 mg/Nm<sup>3</sup>.</p> <p>En période de pic de pollution, l'exploitant s'assure du fonctionnement des dispositifs épuratoires uniquement à travers les résultats de la surveillance en continu : il sensibilise le personnel de la centrale thermique lors des réunions d'équipe afin qu'il soit particulièrement vigilant en cas de dérive des résultats de la surveillance en continu. Ceci ne répond pas à la prescription qui lui demande de s'assurer du fonctionnement <u>optimal</u> de ces dispositifs dès l'enclenchement de la procédure d'alerte, ce qui suppose la mise en place de tests ou contrôles préventifs des dispositifs de traitement des émissions par exemple (ou toute autre action adaptée au fonctionnement de l'installation). Il est attendu la mise en place d'une procédure en ce sens ainsi qu'un justificatif du suivi de son application le moment venu.</p> <p>Les chaudières biomasse ont fonctionné en continu sur la période (pas de redémarrage ou d'arrêt) répondant à la prescription de stabilisation des installations.</p> <p>En hiver, la totalité de la vapeur produite par le Centre de Valorisation Énergétique est envoyée vers la centrale thermique qui n'assure qu'un complément de la chaleur envoyée vers le réseau de chauffage urbain donc l'exploitant ne peut donner plus de priorité à cette source.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites + prescription inadaptée
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Période d'application**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 17/10/2017, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Période d'application
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant transmet à la DREAL Grand-Est les coordonnées des contacts (nom, fonction, mail, n° portable) qui recevront l'information.  Dès réception de l'information du déclenchement de la procédure d'information-recommandation, l'exploitant anticipe la mise en œuvre éventuelle des mesures prévues à l'article 1.1 du présent arrêté, et a minima s'assure du bon fonctionnement des dispositifs de dépoussiérage.  Dès réception de l'information du déclenchement de la procédure d'alerte, l'exploitant met en œuvre les mesures du présent arrêté. Elles sont effectives de manière immédiate et jusqu'à l'information officielle de fin d'alerte diffusée par le réseau de surveillance de la qualité de l'air.
<b>Constats :</b> L'information de déclenchement de la procédure d'information-recommandation a été réceptionnée vendredi 10/02/2023 vers midi. L' email du directeur du site devra être ajouté à la liste de diffusion. L'exploitant indique avoir donné, dès l'après-midi, des consignes orales au personnel de la centrale (vigilance concernant les résultats de la surveillance en continu des concentrations en poussières de la chaudière biomasse) et avoir averti téléphoniquement le Centre de Valorisation Énergétique. Comme indiqué au point de contrôle précédent, aucune vérification spécifique du fonctionnement optimal des dispositifs épuratoires n'est prévue dans ce cas. Il est attendu la mise en place d'une procédure en ce sens ainsi qu'un justificatif du suivi de son application le moment venu.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Bilan des mesures**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 17/10/2017, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Information DREAL
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la mise en place de ces mesures dans les 12 heures ouvrées suivant le déclenchement du seuil d'alerte puis dans les deux jours ouvrés suivant la fin officielle du seuil d'alerte transmet un bilan qualitatif des actions comprenant une estimation des émissions évitées si elles sont quantifiables.
<b>Constats :</b> L'exploitant a informé la Dreal le lundi 13/02/2023 en fin de matinée, soit dans les 12 heures ouvrées suivant le déclenchement du seuil d'alerte (seuil d'alerte dépassé le samedi 11/02/2023 ). Le dépassement de la Valeur Limite d'Emission en poussières le week-end entraîne une alerte de l'agent d'astreinte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet